



Diplomatie	Politique & pouvoirs	Réseaux d'affaires	Hommes d'influence
France Le Gal dans les cartons, Melonio sous pression ! →P.2	Côte d'Ivoire Le plan Ouattara pour coacher Gon Coulibaly →P.3	Burkina Faso Bolloré restructure pour protéger son business →P.6	Congo-B Bienvenu Okiemy attaque le site Brazza News →P.8

Gabon

LE PALAIS DU BORD DE MER FÉBRILE AVANT LA PRÉSIDENTIELLE

Au terme du mandat de sept ans qu'il remettra en jeu le 27 août, **Ali Bongo** aura gagné le prix de l'impopularité politique au Gabon. Lâché par ses parents du Haut-Ogooué et une majorité de barons du **Parti démocratique gabonais** (PDG) jadis dévoués à son père, le chef de l'Etat aborde la prochaine présidentielle fragilisé et sous haute pression. Un phénomène inédit dans un pays d'Afrique centrale.

Isolement. Illustration de ce contexte : face à la fronde de ses adversaires qui contestent sa nationalité et lui dénie le droit de se présenter à un scrutin, le chef de l'Etat a dû mobiliser à la hâte des centaines de partisans pour sécuriser le dépôt de sa candidature au siège de la **Cenap**, à Libreville, le 9 juillet. Alors que plus de 1500 recours ont déjà été portés devant cette structure pour tenter d'invalider cette opération, Ali Bongo ne peut plus compter sur un PDG en ordre de bataille pour faire campagne. Affaibli par le départ de nombreux membres, qui ont depuis fondé

l'association **Héritage et modernité** (H&M), le parti majoritaire n'est plus que l'ombre de lui-même. De fait, le chef de l'Etat préfère s'appuyer sur deux formations politiques mineures animées par des proches. D'une part l'**Union pour la démocratie et l'intégration sociale** (Udis) de son conseiller et ex-beau-frère **Hervé Patrick Opiangah**. Ce dernier a été chargé d'organiser les principaux meetings du président sortant. D'autre part, l'association **Renaissance** managée par deux inconditionnels : l'ancien DG du budget **Yves-Fernand Manfoumbi** et **Alfred Nziengu Madoungou**, conseiller à la présidence. Ces "petits" du directeur de cabinet présidentiel **Maixent Accrombessi** viennent opportunément de lancer **Renaissance TV** pour porter la parole présidentielle à travers le pays.

Le Haut-Ogooué frondeur. Ali Bongo n'est pas mieux loti avec la puissante chefferie traditionnelle, soutien historique des Bongo. Depuis plusieurs mois, une majorité des cadres du Haut-Ogooué (est) a marqué ses distances avec le Palais du bord de mer. Ces cadres, dénommés "Alto-govéens libres", appellent désormais à tourner définitivement la page avec le régime actuel. Du jamais vu au Gabon. Plusieurs opposants tentent de profiter de cette érosion pour se positionner. Le 14 juillet, **Michel Ongoundou Loundah** ancien patron du magazine **Gri-Gri International** et proche de l'ex-patron de la commission de l'**UA**, **Jean Ping**, a organisé

une réunion avec les principaux dignitaires de cette province. Etaient notamment présent à cette rencontre **François Banga Eboumi** ancien patron des renseignements et partisan de **Guy Nzouba Ndama**, principal candidat à l'élection du 27 août.

Candidat unique ? Cet effritement des bases politiques et traditionnelles du pouvoir est accentué par la crise économique que connaît le Gabon en répercussion du repli des cours du brut. Même l'édition annuelle du **New York Forum Africa** (NYFA) de **Richard Attias** ne se tiendra pas en 2016.

Voulant profiter de ce contexte les trois figures de l'opposition continuent - pour l'instant - de cultiver leur chapelle. **Guy Nzouba Ndama**, ex-baron du PDG qui a réussi à désagréger ce parti, est épaulé par H&M et encouragé par plusieurs présidents de la sous-région. **Jean Ping**, qui vient d'intégrer le **Parti gabonais du progrès** (PGP) est également soutenu par la **CNAC** de l'ex-ministre **René Ndemezo'o Obiang**. Quant à l'ancien premier ministre **Casimir Oyé Mba**, il est appuyé par une partie de l'**Union Nationale** (UN) créée par **André Mba Obame**, le challenger d'Ali Bongo en 2009, aujourd'hui décédé. D'ici août, ces trois candidats pourraient vouloir ne désigner qu'un adversaire face au président sortant seule stratégie pouvant, au final, s'avérer payante. A supposer toutefois que l'Etat gabonais organise les conditions d'un scrutin loyal... ●

Au palais

CÔTE D'IVOIRE

PHILIPPE SEREY- EIFFEL SOMMELIER DE LA PRÉSIDENTE

Outre son statut de secrétaire général délégué à la présidence ivoirienne chargé des infrastructures, le Français **Philippe Serey-Eiffel** est devenu l'un des principaux fournisseurs en vin du palais d'Abidjan. Selon nos informations, il fait livrer les bouteilles directement de son

vignoble bordelais Château Bel-Air. Baptisé Graves de Vayres, ce grand cru est offert à l'occasion des fêtes de fin d'année aux chancelleries étrangères présentes en Côte d'Ivoire.

AFRIQUE/ONU BAN KI-MOON RASE LES MURS À KIGALI

Quelques jours avant l'ouverture du 27^{ème} sommet de l'**UA** qui s'est

tenu les 17 et 18 juillet à Kigali, les autorités rwandaises ont informé les **Nations Unies** que les discussions sur les problématiques africaines seraient considérées comme des "réunions internes". Elles ne seraient donc pas ouvertes aux institutions extérieures au continent. De fait, la centaine de fonctionnaires onusiens qui devaient affluer de New York, Genève, Vienne et Addis-Abeba vers la capi-

tale rwandaise ont préféré ne pas faire le déplacement. Quant à ceux déjà présents sur place, ils ont plié bagage. Après avoir annoncé qu'il ne se rendrait pas à ce sommet, le secrétaire général des Nations Unies **Ban Ki-moon** y a finalement fait une escale, le 15 juillet, juste le temps d'entreprendre plusieurs pourparlers séparés sur la reprise des hostilités au Soudan du Sud et sur les questions climatiques.

France

LE GAL DANS LES CARTONS, MELONIO SOUS PRESSION !

La conseillère Afrique de l'Elysée rejoindra, soulagée, Tel-Aviv en septembre.

Nommée en 2012, **Hélène Le Gal** se voyait pour cinq ans, le temps du mandat de **François Hollande**, à la tête de l'excellence Afrique de l'Elysée.

Un agenda dense, soumis aux crises politiques et aux interventions militaires sur ce continent (Mali, RCA...) aura eu raison de cette motivation. Exténuée, la diplomate avait vainement demandé une nouvelle affectation mi-2015 avant que le président français n'accède finalement à sa requête (📍 LC n°722).

Normalisation. Dès septembre, l'ex-colaboratrice du ministre de la coopération **Charles Josselin** (📍 LC n°666) prendra les rênes de l'ambassade de France à Tel-Aviv. La diplomate connaît bien Israël - elle possède même des notions d'hébreu - pour avoir officié comme seconde secrétaire de la même chancellerie de 1994 à 1996.

Selon nos informations, elle ne sera pas remplacée et se contentera de passer le témoin à son adjoint **Thomas Melonio**, fin août, au terme de la Semaine des Ambassadeurs à Paris.

Froideur. Hélène Le Gal ne laissera pas un souvenir impérissable aux nombreux Africains qu'elle a côtoyés durant sa mission. Unanimement qualifiée de "distante" voire de "psychorigide", elle s'est surtout efforcée de normaliser un poste décrié pour avoir été le point névralgique de la "Francafric". Dès sa nomination, Hélène Le Gal s'est attachée à "fonctionnariser" son poste évitant de jouer les interlocuteurs complaisants, comme ceux qui, par le passé, n'avaient jamais hésité

à déroger aux règles de la diplomatie officielle. Mais la faiblesse structurelle de cette cellule (un collaborateur contre deux auparavant, faible expérience de terrain...) a largement contribué au sentiment croissant, ces dernières années, d'un affaiblissement de la politique africaine de Paris.

Realpolitik. Cette "fonctionnarisation" forcée a mécaniquement déplacé le centre de gravité du pôle décisionnel concernant l'Afrique. Cantonnée à la diplomatie *stricto sensu* (préparation des discours, organisation de sommet...) Hélène Le Gal a progressivement perdu la main au profit des militaires encouragés par les multiples interventions en Afrique. Elle a, en revanche, manœuvré de manière à renforcer la relation bilatérale avec les centres économiques régionaux tels que le Nigéria. Animé d'un vrai tropisme "droit de l'hommiste" à son arrivée à l'Elysée, le duo Le Gal-Melonio a, enfin, largement buté sur la realpolitik africaine. **Idriss Déby** est devenu le meilleur allié de Paris et **Ali Bongo** a toujours été en bonne grâce au 2, rue de l'Elysée depuis 2012. ●

Mission spéciale

AFRIQUE/FRANCE

PIERRE BENOIT DÉCORÉ !

Le journaliste **Pierre Benoit** - né **Bouveresse** - a officiellement reçu sa médaille de chevalier de la légion d'honneur, le 16 juin, dans les locaux de la chaîne **Tv5** où il officie comme directeur adjoint de l'information. Cette décoration lui a été remise des mains d'**André Larqué**, ancien patron de **Radio France Internationale** (RFI). La cérémonie s'est déroulée sous les regards de plusieurs personnalités parmi lesquelles le député des Français de l'Étranger **Pouria Amirshahi** ou encore **Hélène Le Gal**, conseillère Afrique de **François Hollande** présentée comme une "amie personnelle" de Pierre Benoit. Ce dernier avait été annoncé comme chevalier en avril 2015 dans la promotion du ministère des affaires étrangères (📍 LC n°704). Pour la petite histoire le philosophe **Jacques Bouveresse**, cousin de Pierre Benoit, avait bruyamment refusé en 2010 d'arborer la rosette que **Valérie Pécresse**, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, voulait épingler au revers de son veston...

FRANCE/AFRIQUE

HÉLÈNE LE GAL CONFIANTE MAIS PAS TROP...

Alors qu'elle déjeunait, début juillet, avec plusieurs collaborateurs, **Hélène Le Gal**, a confié "*Il est fin prêt !*" à propos de **Thomas Melonio** et de sa prise de fonction comme son successeur en septembre (voir p.2). Sur le départ, la conseillère Afrique de **François Hollande** a cependant aussitôt croisé les doigts pour que son adjoint n'ait pas à gérer une grave crise en Afrique ces prochains mois.

FRANCE

FRANÇOIS SOUDAN BLACK-LISTÉ DE TV5

Tv5 Monde a décidé de ne plus faire appel à **François Soudan**, directeur de la rédaction de *Jeune Afrique*. Ce dernier intervenait régulièrement dans le *Journal Afrique* de la chaîne francophone dans le cadre d'un partenariat avec le **groupe Jeune Afrique**. Selon nos informations, plusieurs rédacteurs en chef de la chaîne n'ont cessé de se plaindre, ces derniers mois, des exigences édito-

riales du journaliste mais aussi des violentes réactions qu'il a suscitées de la part de nombreux téléspectateurs, notamment durant la présidentielle de mars au Congo-B. **François Soudan** a été remplacé sur le plateau de **Tv5** par **Elise Colette**, directrice adjointe des rédactions de **JA**.

BURKINA FASO/USA PAS DE BONUS POUR TULINABO MUSHINGI

Malgré le succès d'une pétition sur **Twitter** et **Facebook** demandant le maintien à son poste de l'ambassadeur américain au Burkina Faso **Tulinabo Mushingi**, celui-ci quittera prochainement ses fonctions. Originaire du Congo-K et considéré comme le "tombeur" de **Blaise Compaoré**, le diplomate américain sera remplacé à Ouagadougou par **Andrew R. Young**. Ce dernier officiait jusqu'à présent comme adjoint au chef de mission de l'ambassade des Etats-Unis au Mali. Très proche du **Balai Citoyen**, le mouvement de proue des manifestations anti-Compaoré, **Tulinabo Mushingi** a régulièrement suscité

l'ire du président congolais **Joseph Kabila** qui l'a longtemps soupçonné de vouloir exporter l'expérience burkinabè dans son pays d'origine notamment en soutenant **Filimbi** et **Lucha**, les deux principaux mouvements citoyens du Congo-K, à travers le financement de programmes de formation et d'aides logistiques.

CÔTE D'IVOIRE SERRE ENCENSE LE RÉGIME OUARTARA

Ambassadeur de France à Abidjan **Georges Serre** n'a pas - comme à son habitude - tari d'éloges sur le régime **Ouattara** lors de la cérémonie du 14 juillet. Devant le chef de l'Etat, son épouse mais aussi le gouvernement qui s'étaient spécialement déplacés à la chancellerie pour célébrer la fête nationale française, le diplomate a qualifié la Côte d'Ivoire de "*grande démocratie où chacun peut dire ce qu'il veut*". Il a par ailleurs loué les "*excellents*" résultats économiques et la réussite du programme Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).

Côte d'Ivoire

LE PLAN OUATTARA POUR COACHER GON COULIBALY

Le chef de l'Etat multiplie les signes visant à propulser son fidèle ami à la vice-présidence du pays. Voici comment.

Alassane Ouattara manœuvre déjà en coulisses pour placer son bras-droit **Amadou Gon Coulibaly** au poste de vice-président de la Côte d'Ivoire dès la réforme constitutionnelle qu'il proposera aux Ivoiriens, fin 2016, entérinée.

Tournées. Depuis plusieurs semaines le secrétaire général de la présidence, surnommé « AGC », est coaché de manière à endosser ce costume le plus rapidement

possible (📍 [LC n°733](#)). Alassane Ouattara milite pour donner à son fidèle compagnon de route politique une envergure tant internationale que nationale. Influent sur les dossiers liés aux relations de la Côte d'Ivoire avec la Chine (📍 [LC n°732](#)), Amadou Gon Coulibaly est désormais également chargé de gérer l'ensemble des affaires touchant aux échanges entre Abidjan et les pays asiatiques. Le secrétaire général est également mis en orbite sur le plan national. Il a été chargé d'effectuer, avant la fin du second quinquennat du chef de l'Etat, des tournées dans toutes les provinces du pays afin de mieux tester sa popularité.

Il peut d'ailleurs compter sur un soutien de taille en la personne de **Jeannot Ahoussou Kouadio**. Ce dernier, vice-président du **Parti Démocratique de Côte d'Ivoire** (PDCI), ancien premier ministre et actuel ministre chargé des relations avec les institutions de la République, a décidé de mettre à sa disposition les réseaux de la puissante **Association des Elus et Cadres PDCI-RDA du Grand Centre**, qu'il pré-

side, structure particulièrement influente en pays *baoulé* (centre).

Inaugurations. Discret lors du premier quinquennat, "AGC" représente désormais Alassane Ouattara dans les réunions officielles. Ce fut le cas début mai à Paris où il a co-présidé, dans les locaux de la **Banque Mondiale** et aux côtés du premier ministre **Daniel Kablan Duncan**, la cérémonie de levée de fonds de 45 milliards \$ destinés à financer le **Programme National de Développement** (PND).

Quelques jours plus tard, le 25 mai, il a représenté le chef de l'Etat à l'inauguration de l'hôtel *Radisson Blu* d'Abidjan situé près de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny. Le président ivoirien se trouvant pourtant physiquement dans la capitale économique. Le 4 juin, Amadou Gon Coulibaly a, enfin, participé au 49^{ème} sommet ordinaire des chefs d'Etat de la **Cedeao** à Dakar, réunion au cours de laquelle Alassane Ouattara l'a présenté à de nombreux présidents ouest-africains. ●

GUINÉE EQUATORIALE La famille Nguema déchirée par l'ambitieux "Teodorin"

La famille présidentielle se divise après la nomination du fils d'Obiang Nguema comme premier vice-président. Analyse.

Bien que le scénario ait été calé de longue date, la nomination par le président **Obiang Nguema** le 22 juin, de son fils "Teodorin" **Teodoro Nguema Obiang Mangue** comme premier vice-président chargé de la défense et de la sécurité de Guinée Equatoriale, a soulevé l'ire des parents les plus influents du chef de l'Etat. Ces derniers, originaires du district de Mongomo (extrême-est) sont communément désignés sous l'appellation "clan *Essangui*" - sous-groupe *fang* auquel appartient le président équatoguinéen. Figurent en bonne place le frère du chef de l'Etat, l'ancien ministre de la défense **Armengol Ondo Nguema** ; les neveux **Nicolas Obama** et **Santagio Obama**, respectivement ministre de la sécurité intérieure et directeur des douanes et surtout le puissant ministre d'Etat **Antonio Mba Nguema** chargé de la sécurité présidentielle. Ce dernier, frère - même père, même mère - d'Obiang Nguema s'est montré fermement hostile à la nomination de Teodorin dénonçant en privé le peu

d'expérience de ce dernier en matière de gestion des affaires publiques et militaires. Malgré ses nouvelles fonctions, le nouveau vice-président se serait notamment vu refuser par la haute hiérarchie militaire la remise des clefs donnant accès aux principales armureries de l'armée nationale.

Cette fronde familiale désormais ouverte vient contrarier les ambitions du "clan" gravitant autour de la première dame **Constancia Nsue Mangue** qui n'a de cesse de pousser son fils vers la magistrature suprême. Derrière elle se sont rassemblées des personnalités et parents, à l'instar de son gendre le général **Tito Abese Fumu**, ancien aide de camp d'Obiang, ou de son frère **Teodoro Biyogo Nsue Okomo**, ancien ambassadeur aux Etats-Unis et actuel responsable du très stratégique protocole de la présidence (📍 [LC n°716](#)). Malgré ces dissensions, rien ne peut empêcher aujourd'hui "Teodorin" de succéder à son père - du moins constitutionnellement - en cas de vacances du pouvoir. Un scénario qui fait déjà cauchemarder nombre de diplomates - nationaux comme étrangers - et hommes d'affaires présents dans le pays au regard de la personnalité quelque peu imprévisible et du passé sulfureux du fils préféré du chef de l'Etat. ●

Actuellement sur le site



INSIDERS

Publié par La Lettre du Continent

Les dix avocats qui défendent - et confessent ! - les présidents africains

ENQUÊTES

Publiée par Africa Mining Intelligence

Mark Bristow : le gold boss qui influence les codes miniers

Publiée par Africa Energy Intelligence

NIGERIA: Comment Buhari a choisi les nouveaux barons de la NNPC

ALERTE

Publiée par La Lettre du Continent

MAURITANIE: Le saccage de l'ambassade à Paris irrite le président Ould Abdel Aziz



Téléchargez l'appli mobile d'Africa Intelligence

- Application réservée aux abonnés
- Disponible sur App Store, Google play

USA Qui élabore la politique africaine d'Hillary Clinton ?

Candidate à la présidentielle de novembre aux Etats-Unis, l'ex-secrétaire d'Etat ne sous-estime pas l'importance du continent africain dans sa stratégie de conquête du pouvoir. La preuve.

L'Afrique est loin d'être absente de la campagne électorale d'**Hillary R. Clinton**. La candidate démocrate a mis sur pied une cellule africaine dont la direction a été confiée à l'ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines (2009-2013), **Johnnie Carson**. Ce dernier est épaulé par **Michelle Gavin**, ex-directrice Afrique au **Conseil national de sécurité** (CNS) de la Maison Blanche et ancienne ambassadrice des Etats-Unis au Botswana (2011-2014), et par **Nicole Wilett-Jensen**, également une ancienne du CNS à la Maison Blanche, actuellement employée du **Albright Stonebridge Group**, la firme de conseil en stratégie commerciale et diplomatique fondée par l'ex-secrétaire d'Etat **Madeleine Albright**. Au sein de la direction de campagne ces trois personnalités sont responsables de l'élaboration de la future politique africaine d'Hillary Clinton, qu'ils briefent une fois par semaine. Ils s'appuient, pour cela, sur une équipe de

vingt-cinq collaborateurs chargés de rédiger des fiches d'information et des notes d'analyse politique sur l'Afrique. Ce contexte intervient au moment où un important ballet diplomatique touche les chancelleries américaines sur le continent africain.

Si elle est élue à la Maison Blanche, la candidate démocrate pourra s'appuyer sur ces nouveaux ambassadeurs pour structurer sa politique africaine. A l'image d'**Andrew R. Young**, nommé au Burkina Faso (lire p.2), plusieurs diplomates rejoindront leur nouvelle affectation dès septembre. Ex-ambassadrice à Djibouti (2011-2014), l'Américaine d'origine indienne **Geeta Pasi** a été nommée ambassadrice au Tchad, en remplacement de **James Knight**. Pour sa part, **W. Stuart Symington** succédera à **James F. Entwistle** à Abuja, un poste de premier plan. Le Nigeria, en proie à la menace djihadiste du mouvement fondamentaliste **Boko Haram**, est aussi le premier partenaire commercial de Washington en Afrique. Enfin, **Mary Beth Leonard**, en poste à Bamako de 2011 à 2014, s'apprête à rejoindre Addis-Abeba comme représentante des Etats-Unis auprès de l'**Union Africaine** (UA). ●

CÔTE D'IVOIRE Ouattara veut son homme à la tête de la CCICI

La présidence influe pour la désignation d'un membre du RDR comme futur président de cette structure.

La liste "Unis pour la promotion des entreprises" emmenée par le pharmacien et militant du **Parti Démocratique de Côte d'Ivoire** (PDCI) **Parfait Kouassi** et l'assureur **Faman Touré** est sortie grande victorieuse de l'élection des nouveaux membres de la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire** (CCICI), le 10 juillet. Avec 93 sièges sur 102, elle a écrasé la liste "Union pour une chambre forte" dirigée par les hommes d'affaires **Souleymane Méité**, **Ibrahim Traoré** et **Moussa Diomandé**. Principales victimes de cette dernière liste : **Zoumana Bakayoko**, le frère aîné du ministre de l'intérieur et de la sécurité **Hamed Bakayoko** mais aussi d'autres

personnalités comme **Augustin Sidi Diallo**, patron d'**Ivosep**, principale société de pompes funèbres d'Abidjan ou **Jean-Louis Menudier**, le directeur général de l'entreprise **Uniwx** spécialisée dans la confection de tissu et de pagnes.

Ce vote ouvre la voie à un round de négociations entre Parfait Kouassi et son colistier Faman Touré en vue de désigner le futur président de la chambre. Cette élection soit se tenir le 31 juillet. Selon nos sources, la présidence ivoirienne pousse clairement pour une candidature de Faman Touré à ce poste. Gestionnaire de ce dossier au palais, le secrétariat général piloté par **Amadou Gon Coulibaly** estime notamment que la **CGECI**, autre structure du même type, étant déjà dirigée par un "PDCiste", en l'occurrence **Jean Kacou Diagou**, la CCICI doit logiquement revenir à un membre du **RDR** d'**Alassane Ouattara**. ●

MALI

ENLISEMENT À KIDAL

L'absence de progrès observés depuis des mois dans l'application des accords d'Alger signés en juin 2015, nourrit de plus en plus l'inquiétude chez les hauts-gradés et les militaires français déployés au nord du Mali. Cette inquiétude est renforcée par l'attitude de l'Algérie jugée de plus en plus ambiguë à l'égard des personnalités et mouvements islamistes qui essaient dans la région dont l'insaisissable **Iyad ag-Ghaly** fondateur du groupe **Ansar Dine**. Ce dernier, toujours activement recherché par les hommes de l'opération **Barkhane** est soupçonné de faire régulièrement la navette entre le nord du Mali et le sud de l'Algérie sans être aucunement inquiété.

FRANCE

NUMÉRO SPÉCIAL DU MEDEF SUR L'AFRIQUE

Surfant sur l'afro-optimisme ambiant, le **Medef** publiera en septembre une revue entièrement consacrée aux économies du continent africain. Baptisée *L'Afrique, l'autre poumon de la France*, cette publication préparée par **David Selam**, chargé de mission au sein de l'organisation patronale, entend démontrer l'opportunité que représentent ces marchés pour les opérateurs hexagonaux. A cette occasion, les entreprises françaises ont été largement sollicitées via les services économiques des ambassades de France présentes sur le continent pour effectuer une insertion publicitaire. Selon nos sources, une page de publicité ou "d'interview" est ainsi facturée 2 300 € pour les adhérents de l'organisation au lieu de 6 100 €.

AFRIQUE/FRANCE

DROIT DE RÉPONSE DU GROUPE BOLLORÉ

Le groupe **Bolloré** souhaite apporter un démenti formel à votre article du 20 avril 2016, intitulé *"Jacques Dupuydauby ravive sa guerre avec Bolloré"* (lire LC n°728), qui laisse entendre qu'il pourrait être impliqué dans le bombardement d'une base militaire française à Bouaké, en Côte d'Ivoire, qui a coûté la vie à neuf soldats français en 2004. Ces accusations reposent sur les seuls dires d'un certain **Jacques Dupuydauby**, ancien employé du groupe Bolloré, qui a fait l'objet d'une condamnation pénale définitive en Espagne à trois ans et neuf mois de prison ferme et à plus de douze millions d'euros de dommages-intérêts pour appropriation frauduleuse des titres de sociétés appartenant au groupe Bolloré. Le groupe Bolloré, par l'intermédiaire de son avocat, **Olivier Baratelli**, a déposé une plainte pénale contre Jacques Dupuydauby et **Mediapart**, qui a publié ces propos le 9 avril, du chef de faux témoignage et recel, dénonciation mensongère de crime, publication de fausses nouvelles et publication en vue d'influencer les décisions judiciaires.

Case à devinettes

MAURITANIE Ely Ould Mohamed Vall occupe son agenda pré-présidentiel

Ely Ould Mohamed Vall est déjà en campagne pour la présidentielle de 2019 en Mauritanie. Ce proche de l'homme d'affaires **Mohamed Ould Bouamatou**, expatrié depuis plusieurs années à Marrakech, travaille notamment sa visibilité à Paris. Le 13 juillet, l'ancien chef d'Etat de 2005 à 2007 est intervenu sur la crise libyenne lors d'une conférence sur la gouvernance sécuritaire en Afrique, organisée par l'**Institut Mandela**. Un exposé jugé ennuyeux par plusieurs participants... A l'invitation de ce même think-tank, il avait pris part le 17 mars à un colloque sur la sécurité des ressources stratégiques des Etats fragiles.

Ely Ould Mohamed Vall mise également sur plusieurs personnalités afin de se relan-

cer sur la scène médiatique, comme le lobbyiste franco-suisse **Jean-Paul Carteron** fondateur et président d'honneur du **Forum de Crans Montana**. Ce forum fréquenté par l'ex-président -qui avait rencontré Jean-Paul Carteron lors de son arrivée au pouvoir en 2005 - organisait le 28 avril le dîner de printemps du **Cercle des ambassadeurs** à Paris au *Plaza Athénée*. "Ely", qui figurait parmi les invités, dînait à la même table que l'ambassadeur du Maroc, **Chakib Benmoussa**. Lors du Forum de Crans Montana de mars de Dakhla, Ely Ould Mohamed Vall était apparu accompagné de... Mohamed Ould Bouamatou. ●

NDLR : Fin août, *La Lettre du Continent* publiera une enquête exclusive consacrée à Mohamed Ould Bouamatou.

TOGO Guerre de sécession à la GLNT

Le grand comité de la **Grande loge nationale togolaise** (GLNT), désignera le 26 juillet un nouveau grand maître à la place de l'ex-banquier **Roggy Kossi Paass**, qui préside cette obédience maçonnique depuis 2012 (📍 LC n°676). Si la GLNT se targue de n'avoir jamais introduit de politique au sein de ses temples, contrairement à de nombreuses loges africaines, elle risque, cette fois, de connaître des frictions entre membres issus du nord et du sud du pays. Candidat à l'élection, l'assistant grand maître **William Bolouvi**, un *Ewé* originaire du sud comme son mentor Roggy Kossi Paass, est soutenu par des frères qui ne souhaitent pas voir un ressortissant du Nord accéder à cette fonction.

C'est le cas de **Luc Dofontien**, responsable de la commission des affaires intérieures de la GLNT. Principal concurrent de William Bolouvi, **Adrien Bebensiki** est, lui, natif de Kara, fief des **Eyadema**. Outre ses frères, originaires de la même région, tels **Constant Awuesso** ou **Pitasso Kao**, grand maître provincial de la loge de Sarakawa, ce *Kabyé* est appuyé par des maçons de tous horizons, y compris quelques "sudistes" comme le grand maître honoraire **Kossi Kpelly Hukponti**, en conflit avec Roggy Kossi Paass. Gendre du grand maître sortant, **Yiva Badohu**, responsable des relations extérieures de la GLNT mène également clairement campagne pour Adrien Bebensiki. ●

NIGER Alger au chevet des MIG de l'armée

Régulièrement soupçonnée de jouer double jeu dans la lutte antiterroriste dans la sous-région, l'Algérie vient, à la demande des autorités nigériennes, d'assurer la maintenance des trois hélicoptères *MIG 35* et *MIG 17* de l'armée nigérienne sur la base aérienne 101, près de l'aéroport de la capitale. Certains de ces appareils, acquis en 2007 sous le régime **Tandja** pour combattre la rébellion touarègue du **Mouvement des Nigériens pour la Justice** (MNJ), nécessitaient une sérieuse révision. D'autres, ayant reçu plusieurs impacts de

balles lors de l'opération "Inga" contre le mouvement fondamentaliste nigérien **Boko Haram**, exigeaient des réparations que les autorités militaires nigériennes n'avaient pas les moyens d'effectuer. Les techniciens algériens sont restés plus de six semaines à Niamey jusqu'à fin juin. Les vols de contrôle sur ces appareils ont été assurés par des pilotes ukrainiens sous contrat avec le Niger. Certains d'entre eux sont également aux commandes des deux avions de chasse *Sukhoi* achetés en 2013 par le président **Mahamadou Issoufou**. ●

GROSSE "INTOX" À DAKAR

Pourquoi plusieurs organes de presse et sites sénégalais dont **DakarMatin** ont-ils relayé à l'unisson - mi-juillet - une information attribuant à *La Lettre du Continent* la publication d'un article à charge contre **Abdou Mbaye** alors que cette dernière n'a strictement rien écrit sur l'ex-premier ministre depuis trois ans ?

CENSURE

Quel homme d'affaires d'origine mauritanienne a intimidé l'ordre au patron d'un site panafricain dont il est l'un des actionnaires de limiter la publication d'articles sur le Maroc ?

DISGRÂCE AU PALAIS

Pourquoi la côte de la ministre togolaise de l'économie numérique **Cina Lawson**, jusqu'à présent protégée de **Faure Gnassingbé**, pourrait baisser au cours des prochaines semaines ?

COMPLAISANCE FOOTBALLISTIQUE

Quel directeur de la rédaction d'un hebdomadaire basé à Paris est un visiteur régulier du Palais du bord de mer, passe ses vacances en famille au Gabon et joue même au football avec des conseillers du chef de l'Etat **Ali Bongo** ?

BONNE GOUVERNANCE

Pourquoi **Alassane Ouattara** a-t-il autorisé la nomination du journaliste **Moussa Traoré**, président de l'**Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire**, comme membre du **Conseil national de la presse** (CNP) au moment où ce dernier est sous la menace d'une action judiciaire ?

Sur la Toile... on dit quoi ?

GUILLAUME SORO COMMÉMORÉ L'ATTENTAT DE JUIN 2007

Comme chaque année, **Guillaume Soro** n'a pas manqué de commémorer l'attentat commis le 29 juin 2007 au lance-roquettes contre son *Fokker 100*, sur le tarmac de l'aéroport de Bouaké (voir 📍 ICI et 📍 LA). Les commanditaires de cette attaque, qui visait directement le premier ministre et a fait quatre morts et plusieurs blessés, n'ont jamais été retrouvés (voir 📍 ICI). Plusieurs personnalités ont assisté à une cérémonie organisée fin juin à Bouaké, parmi lesquels l'ambassadrice du Nigeria en Côte d'Ivoire **Ifeoma Jacinte Akabogu-Chinwuba**, l'ancien ministre ivoirien des sports et fidèle de Guillaume Soro **Alain Lobognon** ainsi que l'ancien Garde des Sceaux burkinabè **Boureima Badini**, qui fut par ailleurs le représentant spécial du président **Blaise Compaoré** durant la crise politico-militaire ivoirienne.

Burkina Faso

BOLLORÉ RÉORGANISE SON STAFF POUR PROTÉGER SON BUSINESS

L'industriel a nommé un ami personnel du président burkinabè à la tête de sa filiale. Une courroie de transmission idéale vers Kosyam.

Vincent Bolloré dispose désormais d'un nouveau relais stratégique vers la présidence burkinabè après la nomination de Seydou Diakité comme son représentant dans ce pays. Ce dernier succède au Français Eric Dupuis.

Amitiés universitaires. Figure du groupe basé à Puteaux, en banlieue parisienne, Seydou Diakité a déjà géré par le passé les activités de Bolloré au Bénin et au Tchad. Il est surtout - facteur primordial - l'ami du président **Roch Marc Christian Kaboré** depuis plus de trente ans.

Les deux hommes se sont rencontrés au cours de leurs études en France et se sont liés d'amitié lors de vacances universitaires. L'épouse de Seydou Diakité est par ailleurs très proche de la première dame burkinabè, **Sika Bella Kaboré**. Cette longévité dans les rapports entre les deux hommes fait actuellement de Seydou Diakité l'un des plus proches confidents du chef de l'Etat. Un atout non négligeable pour défendre et pousser des dossiers stratégiques de Bolloré dans le pays, à commencer par celui de la boucle ferroviaire ouest-africaine. Diplômé de l'**Ecole supérieure de Commerce de Bordeaux**, Seydou Diakité possède, en outre, un solide réseau relationnel. Connu de la famille **Grimaldi** - il fut consul du Burkina Faso à Monaco - il est également l'ami de l'assureur sénégalais **Pathe Dione**, fon-

dateur du groupe **Sunu**. Enfin, il dispose d'une vraie visibilité et popularité dans le pays ayant présidé durant plusieurs années la **Fédération burkinabè de Football (FBF)** de 2002 à 2007.

Exit Lassine Diawara. Ce changement intervient après la décision de Vincent Bolloré de ne plus placer la défense de ses intérêts dans le pays entre les mains de son collaborateur **Lassine Diawara**. Dès février 2015, ce dernier a été remercié de ses fonctions de président de la filiale **Sitarail**. Conseiller spécial de l'industriel français, **Michel Roussin** lui a succédé à ce poste ([📍 LC n°700](#)). L'ancien ministre de la coopération agit en duo sur les dossiers stratégiques avec l'expat du **RAID**, **Ange Mancini** ([📍 LC n°691](#)). Personnalité emblématique du monde des affaires sous le régime de **Blaise Compaoré**, Lassine Diawara a pâti de sa trop grande proximité avec l'ancien régime, notamment des personnalités comme la femme d'affaires **Alizéta Ouédraogo**, pour pouvoir être maintenu à son poste exécutif. ●

Business

CÔTE D'IVOIRE OCTOGONE OIL PLÉBISCITÉE À ABIDJAN

L'homme d'affaires béninois **Razack Saka**, fondateur de la compagnie **Octogone Trading Oil** basée à Cotonou, vient de créer une filiale à Abidjan sur les conseils du ministre ivoirien des hydrocarbures et de l'énergie **Adama Toungara**. Cette filiale a monté un partenariat avec la **Société nationale des opérations pétrolières de Côte d'Ivoire** (Petroci) en vue de soumissionner des appels d'offres au Nigéria. Razack Saka est proche de l'homme d'affaires gabono-béninois **Samuel Dossou**, ex-conseiller d'**Omar Bongo** qui possède par ailleurs ses entrées à la présidence ivoirienne. Razack Saka a séjourné du 11 au 15 juillet à Abidjan pour finaliser cette opération.

CÔTE D'IVOIRE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE PEXAGRIE CONVOITE LES SOCIÉTÉS PUBLIQUES

Ex-conseiller de la direction de la **Société Générale** jusqu'en 2013, date de son départ à la retraite,

Jean-Louis Mattéi vient de fonder la **Société Nouvelle Pexagrie (SNP)** à Abidjan dont il est le DG. Fort de ses très bons réseaux auprès du pouvoir ivoirien, l'ancien banquier convoite la prise en location-gérance de fonds de commerce, la prise de participation dans toute société existante ou devant être créée et de manière plus générale, toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière et immobilière. Jean-Louis Mattéi s'est associé à **Béatrice N'Goran Diby** pour créer cette entreprise dont elle a pris la présidence. Nièce de l'ex-chef d'Etat **Henri Konan Bédié**, elle est l'épouse de **Charles Koffi Diby**, président du **Conseil Economique et Social**. La Société Générale était la principale banque travaillant avec les autorités ivoiriennes lorsque Charles Koffi Diby était ministre de l'économie et des finances.

CONGO-B MOTOROLA CONGO TOUJOURS IMPAYÉ

Patron de la société **Motorola Congo**, **Daniel Mbere** peine à faire exécuter un jugement du Tribunal

de grande instance de Brazzaville, rendu le 26 juin 2015, dans l'affaire qui l'oppose à **Abu Dhabi Group**. Les juges ont condamné ce dernier groupe à verser à Mbere la somme de 7,6 millions €, pour avoir facilité, l'obtention de la licence de téléphonie mobile pour sa filiale, **Warid Congo SA**. Cette société avait fusionné en novembre 2013 avec **Airtel Congo SA**, désormais titulaire de la créance, qui a fait appel et refuse de produire cet acte de cession.

CÔTE D'IVOIRE CFAO ET CONSORTS SPONSORISENT LE DERNIER 14 JUILLET DE SERRE

Le traditionnel raout organisé le 14 juillet à l'ambassade de France à Abidjan a été sponsorisé par de généreux donateurs privés tels les groupes **CFAO** et **Carrefour**, la **Société Générale**, **Bolloré Transport Logistics** ou encore la **Solibra** du groupe **Castel**. Cette pratique inspirée par les conseillers extérieurs de la France à Abidjan a émergé lorsque l'ambassade était dirigée par **Andre Janier** de 2005 à 2009. Son budget,

amputé par la crise politico-militaire ivoirienne, était alors à l'étiage. Cette année, **Alassane Ouattara**, son épouse et plusieurs membres du gouvernement dont le premier ministre **Daniel Kablan Duncan** ont tenu à honorer de leur présence l'ambassadeur **George Serre** qui célébrait son dernier 14 juillet à Abidjan, étant appelé à quitter le pays fin 2016 ([📍 LC n°728](#)).

CONGO-B WILLY ETOKA NE POSSÈDE PAS DE COMPTES À L'UBS DE ZURICH

A la suite de notre article intitulé "**Willy Etoke ciblé en Suisse**" ([📍 LC n°733](#)) **Jennifer Pelosi**, avocate auprès de l'antenne genevoise du cabinet **Holman Fenwick Willan**, nous indique que son client **Claude Wilfrid Etoke**, président du groupe **Sarpd Oil**, n'est visé par aucune procédure judiciaire suisse et ne possède aucun compte auprès de l'établissement bancaire **UBS** à Zurich. Il ne fait par ailleurs l'objet d'aucun ordre de séquestre de la justice suisse contrairement à ce que nous avions affirmé. Dont acte.

CÔTE D'IVOIRE Sagam assigne Roland Dagher à Monaco

L'homme d'affaires ivoiro-libanais se voit réclamer le règlement d'une créance remontant à 2013.

La société monégasque **Sagam** dirigée par **Maroun Khoury** vient de porter son contentieux avec **Roland Habib Dagher** devant le **Tribunal de Grande Instance** (TGI) de Monaco. Depuis plusieurs années, cette société spécialisée dans le commerce de gros réclame à l'homme d'affaires basé à Abidjan le paiement de plus de 400 000 € correspondant à la livraison de papiers d'imprimerie.

Cette créance, qui atteint désormais près de 500 000 € avec les pénalités de retard, court sur dix-sept factures échelonnées de janvier à juin 2013.

Les avocats de Sagam estiment notamment que le patron de l'emblématique **Compagnie Industrielle d'Imprimerie en Continu** (CIIC) s'est porté garant de ce règlement en se déclarant caution solidaire et personnel sur la dette de sa société dans une lettre signée en août 2014. En outre, des négociations amiables ont été entreprises sans succès forçant Sagam à se tourner vers la justice. ●

NIGER Les comptes publics dans le rouge

La baisse des recettes de l'uranium et du pétrole fait plonger l'économie.

Le Trésor public nigérien connaît de graves tensions consécutives à la chute vertigineuse des cours des matières premières stratégiques du pays. Ce contexte est aggravé depuis plusieurs mois par l'inflation des dépenses sécuritaires destinées à la lutte anti-terroriste. Celles-ci atteignent désormais 10% du **PIB**. Résultat : depuis deux mois, le ministre des finances, **Saïdou Sidibé**, demande aux banques nationales d'avancer la trésorerie permettant d'assurer la régularité du versement des salaires des fonctionnaires estimés à 20 milliards F CFA (30 millions €). En visite officielle à Paris, mi-juin, **Mahamadou Issoufou** a obtenu de la France une aide urgente

de 9 milliards F CFA (6 millions €) pour supporter cette charge. Le même ministère a par ailleurs exigé de sociétés rentables telles la **Sopamin**, la **Cominak** ou la **Soraz** d'acquitter certains impôts par anticipation. Parallèlement, l'Etat a gelé le règlement de nombreux fournisseurs et a annulé la tenue de grandes manifestations budgétivores (second Forum de la diaspora nigérienne, Conférence annuelle des ambassadeurs...).

Le pays ne peut compter, dans l'immédiat, que sur un soutien symbolique des institutions de **Bretton Woods** (**Banque mondiale** et **FMI**) celles-ci exigeant, avant toute intervention significative, une meilleure maîtrise des dépenses. La masse salariale annuelle du pays représente 48% des recettes publiques au Niger. Elle ne devrait pas excéder 35% selon les critères de l'**Uemoa**. ●

CÔTE D'IVOIRE/FRANCE FARIKOU SOUMAHORO POUR SCELLER UN JUMELAGE AVEC LA CDF

Le président de la **Confédération des Commerçants de France** (CDF), **Francis Palombi**, s'est entretenu le 12 juillet à Paris avec son pendant ivoirien **Farikou Soumahoro**. Ce dernier, patron de la **Fédération Nationale des acteurs du Commerce en Côte d'Ivoire** (Fenacci) entendait finaliser une opération de jumelage entre les deux organisations, la Fenacci souhaitant s'inspirer des réglementations françaises afin de doter 1,5 million de commerçants ivoiriens du statut de **Très Petites Entreprises** (TPE). Farikou Soumahoro, qui est par ailleurs l'un des conseillers du ministre de l'intérieur **Hamed Bakayoko**, était accompagné au cours de sa mission par **Lamine Ouattara**, le porte-parole des organisations de la Fenacci et **Sékou Ouattara**, responsable de communication. Selon nos informations, Francis Palombi a invité ses hôtes ivoiriens à assister au défilé du 14 juillet.

CÔTE D'IVOIRE GEORGINE CODO ADJA MANDATÉE PAR L'ETAT

Directrice générale de **BNI Finances**, la banque d'affaires de la **Banque Nationale d'Investissement** (BNI) l'ivoirienne **Georgine Codo Adja** vient d'obtenir un mandat de conseil afin d'introduire auprès de la **BRVM**, le marché boursier ivoirien, quelque deux millions € d'actions détenues par l'Etat. Georgine Codo Adja officiait auparavant comme sous directrice de l'ingénierie financière au sein de la BNI avant de succéder à **Pascal Djereke** à la tête de BNI Finances. Cette banquière est proche du DG de cet établissement public, **Eugène Kassi N'Da**, qui préside par ailleurs la **Société d'Investissement et de Promotion des Lagunes** (SIPL) fondée par l'homme d'affaires français, **Philippe-Bernard Gardinal**.

Business

BURKINA FASO BOLLORÉ DÉBOUTÉ DEVANT LA CCJA DANS LE DOSSIER SOPAM

La **CCJA** a rejeté le 23 juin le pourvoi formulé par **Saga France**, filiale de **Bolloré**, contre l'arrêt de la cour d'appel d'Ouagadougou dans le contentieux l'opposant à la société burkinabè **Sopam**. Le groupe français a été reconnu responsable de la non livraison dans les temps et de la détérioration d'une turbine trans-

portée pour le compte de cette société, dirigée par **Mohamed Panguéba Sogli**. Cette turbine entrait dans le cadre de la construction de la centrale électrique de Komsilga, en banlieue de la capitale burkinabè. Un chantier piloté par la **Sonabel** (LC n°703). Défendu par M^{es} **Souleymane Ouédraogo** et **Hervé Laroque**, Bolloré a été condamné à plus de 13 millions € de dommages et intérêts. Conseil de Mohamed Panguéba Sogli, le cabinet parisien

Fénéon Delabrière Avocat doit engager une procédure en exequatur en France afin que son client puisse être indemnisé.

CAP VERT STERLING MERCHANT FINANCE PORTE SON LITIGE AUX ETATS-UNIS

La banque d'affaires **Sterling Merchant Finance** n'a toujours pas recouvré l'intégralité des indemnités dues par l'Etat cap-verdien après

avoir accompagné, pour le compte de ce dernier, la privatisation de la compagnie nationale, **TACV Cabo Verde Airlines**, de 2006 à 2008. **Sterling Merchant Finance** a formé une requête devant la **Cour permanente d'arbitrage** de La Haye, qui a condamné Praia en novembre 2015 à lui verser la somme de \$ 190 000. La banque s'est tournée le 24 juin vers l'**US District Court for the District of Columbia**, afin qu'elle confirme cette décision.

Burkina Faso

LE LARLÉ NAABA TIGRÉ, MISSI DOMINICI DU PRÉSIDENT KABORÉ

De son vrai nom **Victor Tiendrebéogo**, le **Larlé Naaba Tigré** est l'un des intermédiaires les plus sollicités depuis l'arrivée au pouvoir de **Roch Marc Christian Kaboré** pour accéder ou faire remonter des doléances au palais de Kosyam. Cette figure de la chefferie traditionnelle, considérée comme le chef d'état-major de l'empereur des *mossi* **Naaba Baongo**, eth-

nie majoritaire, assure le lien entre la cour royale et la présidence située à Ouaga 2000, le quartier huppé d'Ouagadougou. Le palais du Larlé Naaba Tigré, au centre de la capitale burkinabè, est d'autant plus fréquenté ces derniers mois que son locataire est un fidèle du nouveau chef de l'Etat. Les deux hommes ont fait connaissance dans les années 70 alors qu'ils travaillaient à la **BIB**, rachetée en 2008 par les Nigériens d'**UBA**. Parlementaire de la majorité présidentielle depuis 1992 sans discontinuer, le Larlé Naaba Tigré a été le seul des 70 députés du **CDP**, le parti de **Blaise Compaoré**, à ne pas avoir signé la déclaration de soutien à l'ex-président au plus fort de la crise entre partisans et adversaires de la création d'un Sénat. Il s'était par la suite rapproché de Kaboré au moment où ce dernier a basculé dans l'opposition, en janvier 2014, pour fonder le **MPP**. ●

UN RÉSEAU TRÈS ÉCLECTIQUE

GASPARD OUÉDRAOGO

Fils de **Naaba Karfo**, chef - aujourd'hui décédé - de Kaya (centre-nord), et ancien DG de la **BIB**, **Gaspard Ouédraogo** est un ami personnel du Larlé Naaba, après avoir été son patron au sein de cette banque.

ARMAND BÉOUINDÉ

Maire d'Ouagadougou depuis juin 2016, **Armand Béouindé** fait aussi partie du premier cercle du Larlé Naaba. Militant de la première heure de la révolution de 1983 et patron de **Graphi Services**, il appartient au bureau exécutif national du MPP fondé par **Roch Marc Christian Kaboré**.

ALASSANE SAKANDÉ

Autre fidèle, **Allassane Sakandé** est l'un des vice-présidents de l'Assemblée nationale et patron du MPP dans le Kadiogo (centre). Il a bénéficié du soutien du Larlé Naaba après s'être opposé à la réforme visant à modifier l'article 37 de la Constitution pour permettre à **Blaise Compaoré** de se présenter à la présidentielle de 2015.

CONGO-B **Bienvenu Okiemy** attaque le site Brazza News via Facebook

L'universitaire et homme politique congolais **Bienvenu Okiemy** a peu goûté aux attaques dont il se dit la victime sur le profil **Facebook** du site *Brazza News*, proche de l'opposition. Il a mandaté le cabinet d'avocats parisien **Fénéon Delabrière Avocat** afin de faire retirer plusieurs commentaires jugés injurieux et diffamatoires. L'un d'eux, posté le 17 juin à 23h02, affirme que l'ex-ministre de la communication et des relations avec

le parlement de 2009 à 2015 "*apporte désormais son soutien au général Jean-Marie Michel Mokoko*", principal opposant au président **Denis Sassou Nguesso**, arrêté et emprisonné depuis le 16 juin à Brazzaville (📍 [LC n°732](#)). Le 13 juillet, le cabinet Fénéon Delabrière Avocat a directement adressé une lettre comminatoire à la société **Facebook France** pour exiger le retrait de ces propos sous quinze jours. A suivre. ●

CÔTE D'IVOIRE **Masséré Touré** à l'école de journalisme...

Dircom' de la présidence ivoirienne, **Masséré Touré** a été nommée le 13 juillet nouveau membre du CA de l'**Institut supérieur des sciences et techniques de la communication** (ISTC), établissement public sous tutelle du ministère de la communication. Le même jour, la nièce d'**Allassane Ouattara** a été adoubée au sein du CA du groupe public **RTI**. Elle y remplacera **Ama-**

dou Coulibaly alias "AM'S", actuel chef des services extérieurs au palais présidentiel. De quoi renforcer encore l'influence de celle qui n'hésite plus à réprimander les patrons de presse proches du pouvoir lorsqu'un article lui déplaît. **Masséré Touré** cumule plusieurs autres postes d'administratrice dans des structures publiques (**groupe Fraternité Matin, AIP...**). ●

NIGER **Souleymane Salou** dans le viseur d'Issoufou

Arrêté fin 2015 pour "tentative de coup d'Etat" (📍 [LC n°727](#)) le général de division aérienne **Souleymane Salou**, 62 ans, clame toujours son innocence depuis sa prison de Kollo, à une vingtaine de km de Niamey, à travers son [blog](#), et à l'aide des relais assurés par son avocat **Ismaël Naino Maïguizo** et son épouse **Biba Niandou Salou**. Accusé d'avoir voulu renverser le régime de **Mahamadou Issoufou**, l'ancien commandant de bord du Mont Baguezam, l'avion présidentiel sous les régimes **Baré** et **Tandja**, continue notamment de récuser tout lien avec le chef de file de l'opposition **Hama Amadou**. Il affirme qu'il est victime d'un "complot machiavélique" à l'origine duquel se trouverait le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le colonel **Boulama Issa Zana Boukar**. Depuis, le chef de l'Etat nigérien a signé plusieurs décrets mettant fin à la carrière de **Souleymane Salou**, ce dernier ayant atteint l'âge de la retraite. Signe de tensions, l'enquête n'a pas avancé d'un pouce depuis l'arrestation de l'ancien chef d'Etat-major de l'armée de l'air, alors que les accusés civils et militaires sont éparpillés dans différentes prisons du pays (Niamey, Say, Tillabéry...). ●

Abonnement annuel

910 € 23 NUMÉROS (PDF)

- L'édition en ligne
- Les alertes par e-mail
- Les dossiers et monographies **Insiders**
- Les archives depuis 1992
- L'application mobile (iOS, Android)

LA LETTRE DU CONTINENT est une publication d'**Africa Intelligence**, un portail édité par **Indigo publications**.

Elle paraît tous les 15 jours, en français depuis 1985 et en anglais depuis 2009.

► Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Directeur de la rédaction: **Philippe VASSET**

► Rédacteur en chef: **Frédéric LEJEAL** ► Journaliste: **Justine SPIEGEL**

► Contact rédaction: lejeal@indigo-net.com ► Tél: +33 1 44 88 57 34 ► Fax: +33 1 44 88 57 33

► Maquette conçue par Rampazzo & associés

© **Indigo publications** - Reproduction et diffusion interdites, y compris sur Intranet, sans autorisation écrite.

ISSN: 1624-611X ► Publié sur www.AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire: 1220 W 90644)

► **Autres publications:** La Lettre de l'Océan Indien, Maghreb Confidential, Africa Energy Intelligence, Africa Mining Intelligence, Africa Confidential, Intelligence Online, La Lettre A et PresseNews.

indigo publications

L'intelligence des faits

142, rue Montmartre
75002 Paris
Tél: + 33 1 44 88 26 10
info@indigo-net.com